

## Nigeria : une nouvelle page s'écrit

Amzat Boukari-Yabara

Numéro 778, mai-juin 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/77919ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boukari-Yabara, A. (2015). Nigeria : une nouvelle page s'écrit. *Relations*, (778), 7-8.



# Nigeria : une nouvelle page s'écrit

Pour la première fois et malgré un climat de tension, des élections jugées valides ont permis au peuple nigérian de changer de gouvernement.

passera à 1500 unités en 2015-2016 et à 1200 unités les quatre années subséquentes. Cette réduction draconienne s'ajoute à l'absence d'indexation, depuis 2009, des coûts maximums admissibles (CMA) pour la construction de projets de logement social et communautaire, à l'abolition d'une enveloppe de 53,6 millions de dollars qui avait été ajoutée en 2012 pour majorer ces CMA, sans parler de la fin du Programme de rénovation du Québec.

Le gouvernement Couillard fait le choix d'accorder plutôt un supplément au loyer aux locataires dans le marché privé – mesure qui répond aux vœux des propriétaires, mais qui ne résout en rien le problème d'accès à des logements abordables, d'autant que les loyers vont continuer d'augmenter. En outre, les ménages confrontés à la discrimination ou à des contraintes, par exemple les familles, les membres des minorités culturelles et les personnes handicapées, n'auront pas davantage de facilité à se loger même en étant admissibles à un supplément au loyer.

En clair, dans une période où 36,8 % des locataires au Québec consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement, dont 8,3 % y consacrent plus de 80 %<sup>2</sup>, le retrait du gouvernement fédéral et les compressions du gouvernement québécois signifient que des milliers de personnes vont replonger dans la pauvreté. ●

## AMZAT BOUKARI-YABARA

Les 28 et 29 mars dernier, plus de 60 millions de Nigériens étaient appelés à voter pour élire leur président, leurs députés et leurs sénateurs. Tenues avec six semaines de retard, ces élections étaient attendues avec appréhension dans un pays marqué par des lignes de fracture régionales, religieuses et économiques, et par les attaques du groupe terroriste Boko Haram dans le nord-est. Le risque d'un scrutin entaché de fraudes faisait craindre des violences post-électorales, comme lors des précédents scrutins. Néanmoins, ces élections se sont déroulées dans le calme et elles sont une réussite sur plusieurs plans.

Présidée par un ancien universitaire et syndicaliste, Attahiru Jega, la Commission électorale nationale indépendante (INEC) a pu organiser le scrutin sur l'ensemble du territoire en dépit des menaces de Boko Haram. Certes, la distribution incomplète des cartes électorales électroniques et l'utilisation inédite de lecteurs biométriques parfois défectueux a conduit l'INEC à organiser le scrutin sur deux jours, au lieu d'un. Des violences et incidents mineurs ont éclaté dans plusieurs bureaux de vote, mais le résultat final montre que l'impact des fraudes avérées ou supposées semble insuffisant pour remettre en cause la validité des élections.

Ainsi, dès le 31 mars, l'INEC a annoncé la victoire de l'ancien général et président Muhammadu Buhari. Avec 53 % des suffrages, il devance d'environ trois millions de voix le président

sortant, Goodluck Jonathan. Ce dernier a immédiatement reconnu sa défaite et félicité Buhari. Ce scénario inédit avait été préparé à l'avance par les candidats qui avaient signé une charte pré-électorale les engageant à ne pas contester les résultats.

La victoire de la coalition de l'APC (All Progressives Congress) sur le PDP (People's Democratic Party) constitue la première alternance obtenue par la voix des urnes dans l'histoire du Nigeria. Le pouvoir a organisé, financé et perdu des élections libres et transparentes. Si la victoire de Buhari doit beaucoup au rejet de Jonathan – devenu impopulaire en raison de la faillite de sa politique économique, sociale et sécuritaire –, le PDP paie également les conséquences d'une crise interne qui a causé la défection de plusieurs de ses cadres et élus en 2013.

Dans un pays où le vote communautaire, régional et religieux a son importance, avec un Sud majoritairement chrétien qui détient le pouvoir économique et un Nord majoritairement musulman qui revendique le pouvoir politique, cette crise, qui a affaibli le PDP, a permis à Buhari, musulman nordiste originaire de Katsina, de bénéficier d'importants soutiens politiques dans le sud-ouest. En remportant le vote à Lagos, la métropole et capitale économique du pays, ainsi que dans les États voisins, Buhari était assuré de devancer Jonathan, dont la base électorale dans le sud-est et le centre était insuffisante.

Après le double mandat d'Olusegun Obasanjo (1999-2007), chrétien yoruba originaire du sud-ouest, le mandat

L'auteur est chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris

1. Stéphanie Grammond, «Fractionnement du revenu: un beau déguisement», *La Presse*, 31 octobre 2014.

2. Données tirées du *Dossier noir logement et pauvreté: Chiffres et témoignages*, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), septembre 2014.



À Kano, le 31 mars dernier, des partisans de Muhammadu Buhari célébraient sa victoire aux élections présidentielles. Photo : PC/Ben Curtis



présidentiel écourté par la mort d'Umaru Yar Adua (2007-2010), peul musulman originaire du Nord, et enfin l'intérim et l'élection de Goodluck Jonathan, en 2011, chrétien originaire du sud-est, la victoire de Buhari relance l'accord tacite et complexe concernant le partage du pouvoir entre les régions et les groupes ethniques. En choisissant comme vice-président un chrétien, Yemi Osinbajo, éminent juriste et ancien procureur de Lagos, Buhari montre qu'il entend respecter les accords de partage politique et faire de la lutte contre la corruption une priorité.

Enfin, cette élection présidentielle, la cinquième depuis le retour du pouvoir aux civils en 1999, ouvre une nouvelle page de l'histoire politique du Nigeria, avec la possibilité d'une démocratie qualitativement améliorée. En effet, pour la première fois, l'opposition nigériane sera représentée par des figures qui auront eu l'expérience du pouvoir. Quant à la coalition de l'APC, elle devra assurer le renouvellement d'une administration qui, sous le règne du PDP, en avait fait un parti-État.

À 72 ans, Buhari projette l'image d'un homme de poigne, ce qui a rassu-

ré un grand nombre d'électeurs, mais les anciens se souviennent des excès de son régime – après avoir renversé un président civil en décembre 1983, il a gouverné le Nigeria pendant 18 mois de manière autoritaire. Face aux crises qui ne manqueront pas de surgir, et face à une jeunesse en attente de perspectives, Buhari, élu du « changement », devra montrer que le passé est bien révolu. ●

PROJET **ÉCOSPHÈRE** .org

**TOUHU** MONTRÉAL 13 et 14 juin 2015 BROME 26 et 27 septembre 2015

Alimentation saine, constructions écologiques, technologies vertes, produits santé.

Suivez-nous